

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 16 JUIN 2025**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15</b>		
<b>QUORUM : 8</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	3
<b>OBJET DE LA DECISION</b>		
<b>N° 25/362</b>		
<b>24FOUR17 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE FOURNITURE DE CARBURANTS ET SERVICES ANNEXES PAR CARTES ACCREDITIVES POUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DE LA METROPOLE TPM - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

**ABSENTS :**

M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 25/362**

**BUREAU DU 16 JUIN 2025**

**O B J E T : 24FOUR17 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE  
DE FOURNITURE DE CARBURANTS ET SERVICES  
ANNEXES PAR CARTES ACCREDITIVES POUR  
L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DE LA METROPOLE  
TPM - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

**VU** le décret n°2017/1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 20 mai 2025,

**CONSIDERANT** que la présente consultation concerne l'Accord-Cadre à Bons de Commande pour la fourniture de carburants et services annexes par cartes accréditatives pour le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**CONSIDERANT** le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :

Minimum HT	Maximum HT
700 000 €	2 000 000 €

**CONSIDERANT** qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 21 janvier 2025, avec une remise des offres fixée au 25 février 2025 à 16h00 puis reportée au 28 mars 2025 à 16h00,

**CONSIDERANT** que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, du JOUE et de la plateforme de dématérialisation DEMATIS,

**CONSIDERANT** que 19 dossiers ont été téléchargés et 7 ont été téléchargés anonymement,

**CONSIDERANT** que 6 plis ont été déposés dans les délais,

**CONSIDERANT** que les éléments des offres des candidats GREENWAY, IMPACT, PIANA et MOONGROUP sont contraires aux procédures de paiement des collectivités territoriales,

**CONSIDERANT** qu'un courrier de demande de précision sur la teneur de l'offre et de régularisation a été envoyé à la société SHELL France en date du 30 avril 2025 avec date de réponse au 12 mai 2025 dont la réponse a été reçue dans les délais impartis et analysée,

**CONSIDERANT** qu'un courrier de demande de régularisation de l'offre a été envoyé à la société TOTAL en date du 30 avril 2025 avec date de réponse au 12 mai 2025 dont la réponse a été reçue dans les délais impartis et analysée,

**CONSIDERANT** que les membres de la commission décident de classer n°1 l'offre de la société SHELL France sise à PUTEAUX (92800),

**CONSIDERANT** que la société présente les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

**CONSIDERANT** que la société ne sera attributaire du marché qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

**CONSIDERANT** qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, les marchés ne pourront pas lui être attribués,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**DE DECLARER** régulières les offres des candidats SHELL France et TOTAL.

### **ARTICLE 3**

**DE DECLARER** irrégulières les offres des candidats GREENWAY, IMPACT, PIANA et MOONGROUP.

### **ARTICLE 4**

**DE CONSTATER** la recevabilité de la candidature de la société sise à SHELL France sise à PUTEAUX (92800).

### **ARTICLE 5**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer le marché et tous les actes y afférents, avec la société SHELL France, pour un montant estimatif de 950 674,37 € HT étant précisé que :

Minimum HT	Maximum HT
700 000 €	2 000 000 €

## **ARTICLE 6**

**DE DIRE** que l'accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an, à compter du 17 juin 2025, ou de la date de notification du contrat si celle-ci est postérieure au 17 juin 2025. Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## **ARTICLE 7**

**DE DIRE** que les bons de commande relatifs à cet accord-cadre pourront être émis sur le Budget Principal exercices 2025 et suivants, sur les opérations concernées, Sections fonctionnement.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 16 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0

